

ENCOURAGER LA DIVERSITÉ ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DANS LES MÉDIAS

Dans une époque caractérisée par l'évolution rapide du monde des médias, par des technologies en mutation et par la concentration croissante de la propriété des médias aux mains d'un petit nombre de groupes puissants, le groupe socialiste a fait preuve de vigilance pour défendre la diversité, s'opposer à la concentration excessive de la propriété, favoriser l'accès aux nouvelles formes de communication et veiller à ce que les médias - y compris les nouveaux médias - répondent aux besoins et aux préoccupations des Européens.

En décembre 2005, la Commission européenne a proposé une mise à jour de la directive "Télévision sans frontières". Au cours de l'examen de ce texte par le PE (adopté en décembre 2006), le groupe socialiste a obtenu, par ses amendements, trois améliorations fondamentales:

- de nouvelles sauvegardes pour le pluralisme des médias, qui garantissent aux consommateurs un large choix de contenus reflétant différents points de vue et différentes cultures;
- l'obligation, pour les gouvernements européens, de veiller à ce que les services audiovisuels soient progressivement rendus accessibles aux personnes souffrant de handicaps auditifs ou visuels;
- un système européen de signalisation, d'évaluation et de filtrage donnant aux parents et autres responsables plus de contrôle sur les programmes à contenu pornographique ou violent.

Le groupe socialiste a également pris l'initiative d'un rapport parlementaire sur la concentration et le pluralisme dans les médias dans l'UE, élaboré par Marianne MIKKO (PSE Estonie) et adopté par le Parlement européen en septembre 2008.

Au cours des dernières années, on a assisté à une prolifération de nouveaux médias commerciaux (notamment radios et télévisions). Le nombre d'entreprises de média a pourtant diminué car de plus en plus de sociétés indépendantes sont passées sous le contrôle de quelques grands groupes. Sur la base du rapport MIKKO, le Parlement européen a demandé:

- la divulgation complète de la propriété des médias, afin d'éviter la confusion dangereuse entre propriété des médias et pouvoir politique (comme on le voit -c'est le cas le plus connu- en Italie avec Berlusconi);
- une série de mesures visant à améliorer la qualité des médias, par exemple en assurant l'indépendance journalistique et éditoriale par des garanties appropriées ou en aidant les services publics de diffusion de grande qualité;
- l'amélioration des conditions de travail des journalistes.

La division dans l'autre camp

Divisions au sein de la droite: le groupe PPE-DE s'est opposé à l'essentiel du contenu du rapport, notamment au passage musclé sur la concentration de la propriété des médias ainsi qu'à la nécessaire indépendance des médias vis-à-vis du pouvoir politique. Une résolution du groupe socialiste, qui a reçu l'appui des libéraux et des verts, a été adoptée par 307 voix contre 262 en septembre 2008, contre l'opposition du groupe PPE-DE, isolé, dont la faible résolution alternative a été rejetée à plate couture.

Nos prochains objectifs politiques

Le groupe socialiste continuera à œuvrer pour plus de transparence dans la propriété des médias, à lutter contre les monopoles, à réclamer des normes journalistiques plus élevées et à soutenir les services publics de diffusion de grande qualité, ainsi qu'à se battre contre la précarité des conditions de travail dans le secteur des médias. Nous défendrons un modèle audiovisuel européen basé sur la coexistence des diffuseurs publics et privés, afin de sauvegarder le pluralisme, de défendre la liberté d'expression, l'accès du public à de nouveaux services (tels que la vidéo à la demande) et de veiller à l'existence d'un espace pour les contenus à haute valeur culturelle et économique.